COMAGUER

CONTRE LA GUERRE, COMPRENDRE ET AGIR

Bulletin n°141– semaine 13 – 2006

DEUX OU TROIS CHOSES A SAVOIR SUR LE BELARUS

La Biélorussie, une des républiques de l'ex-URSS, ravagée pendant la deuxième guerre mondiale et entièrement rebâtie ensuite, a pris le nom de Belarus en devenant en 1991 un Etat indépendant.

Avec dix millions d'habitants sur un territoire un peu plus petit que la Pologne (environ 200 000 km2), ce pays se trouve aujourd'hui sur la zone de turbulence maximale du continent européen, l'axe BALTIQUE- MER NOIRE ou, pour les géographes et plus précisément, l'isthme Kaliningrad -Odessa.

Cette zone dont le caractère slave est l'élément unifiant comprend : la Pologne, les Républiques baltes, l'Ukraine et le Belarus est soumise, mais ce n'est pas la première fois dans l'Histoire à un véritable déchirement géopolitique depuis la disparition de l'URSS. La Pologne et les république baltes ont rejoint l'OTAN puis l'Union Européenne et sont donc polarisées vers l'Ouest avec des liens militaires et idéologiques très étroits avec les Etats-Unis. L'Ukraine suit le même chemin mais avec de nombreuses incertitudes qui sont à l'image du résultat (provisoire et qui peut ménager des surprises) des élections législatives.

Or le BELARUS suit avec détermination depuis 1994 le chemin inverse.

Retour en arrière :

Indépendant en 1991, le Belarus hésite sur la voie à suivre. Sur le plan économique l'heure est à la libéralisation économique mais il s'y engage lentement et les privatisations à la mode dans le reste de l'ex-bloc soviétique progressent peu. Sur le plan politique, le Belarus tient, à l'inverse des républiques baltes qui veulent consommer au plus vite la rupture avec la Russie, à conserver des liens amicaux et de bon voisinage avec les ex républiques soviétiques. Ce lien sera institutionnalisé par la création de la CEI (communauté des Etats Indépendants) qui est fondée, et ce n'est pas un hasard, à MINSK en 1992 et regroupe toutes les républiques de l'ancienne URSS à l'exception des trois républiques baltes.

Arrivent les élections présidentielles de 1994. Les conséquences dramatiques de la libéralisation économique brutale qui a lieu chez les voisins russe et ukrainien : hyper-inflation, dépeçage des industries d'Etat, écroulement des services sociaux, corruption, chômage... sont bien connues des biélorusses qui ne s'y sont pas précipités à corps perdu. Ce refus populaire de la catastrophe économique libérale imminente est porté par un nouveau venu: ALEXANDRE LUKASHENKO, qui est élu sans difficulté avec 80 % des voix. Il a 40 ans.

LUKASHENKO a été membre et militant du Parti Communiste Biélorusse mais avant de devenir Président de la République il était simple député après avoir été directeur de Sovkhoze. Le cas BELARUS devient, dés cette date, un cas original dans le monde ex-soviétique. Un homme jeune arrive au pouvoir alors que les dirigeants ex communistes sont restés en place au Kazakhstan, en Georgie, en Ukraine, au Turkménistan, en Ouzbékistan...sans oublier la Russie où ELTSINE est tout sauf un nouveau venu dans les allées du pouvoir.

Mais là ne s'arrête pas l'originalité biélorusse. LUKASHENKO et son équipe décident de conserver les acquis et au lieu de mettre à bas l'édifice social et économique existant, ils décident de l'améliorer : pas de suppressions des kolkhozes et des sovkhozes, maintien et modernisation des industries nationalisées, maintien d'une planification centralisée.

Sur le moment, ce choix clair et unique ne met pas l'Occident en fureur. Celui-ci concentre son intervention transformatrice – comprendre : introduction à marche forcée de la liberté d'entreprise - sur de plus gros morceaux : Russie, Ukraine et ne l'oublions surtout pas, Yougoslavie.

Les armes nucléaires soviétiques installées sur le territoire biélorusse sont déménagées vers la Russie et cela suffit momentanément à éviter des attaques trop virulentes sur ce qui est, à y bien regarder, une république socialiste maintenue.

LUKASHENKO qui va toujours conserver des liens amicaux avec la Russie qui lui assure un approvisionnement régulier en énergie ne va pas perdre son temps et utiliser cette période où il n'est pas encore diabolisé à l'extrême par l'Occident pour faire de l'économie du Belarus la plus moderne et la plus développée des républiques de l'ex- URSS. Il est réélu en 2001 et le soutien électoral massif qu'il a encore obtenu en Mars 2006 est d'abord la sanction d'une réussite économique et sociale.

Quelques chiffres – puisés à des sources non soupçonnables de « bienveillance statistique » comme le FMI et la Banque mondiale où le BELARUS est classé dans le groupe des pays « à économie centralisée » - donnent la mesure du phénomène.

Le PIB a doublé en 10 ans.

Il a augmenté de 42% de 2001 à 2005 (+11% en 2004, + 8,5% en 2005, prévisions pour 2006 +8,5%) c'est-à-dire que la BELARUS a des taux de croissance à la « chinoise » qu'aucune autre république ex-soviétique n'a atteint.

En 2003 le PIB par habitant au BELARUS est le double du PIB/habitant de l'Ukraine, il est plus élevé que ceux de ses voisins européens : POLOGNE et

REPUBLIQUES BALTES qui ont absorbé la potion néolibérale en même temps que leur adhésion à l'Union Européenne

Le BELARUS pays pauvre en matières premières a une industrie de transformation compétitive et une balance commerciale excédentaire : ses principaux clients : Russie, Union Européenne (en 2005 les échanges entre la France et le Belarus on été multipliés par 3,8) et Chine .

Dans la CEI, le BELARUS est le premier producteur de : tracteurs, de machines-outils, de téléviseurs, de réfrigérateurs et de chaussures...

Les biélorusses consomment 3 fois plus de viande et 2 fois plus de laitages par tête que les russes et les ukrainiens.

Les retraites sont les plus élevées de la CEI.

Autant de données qui n'ont pas été fournies à « l'opinion occidentale » car elles expliquent que les électeurs biélorusses ont d'abord voté pour une réussite économique et pour une politique qui n'a pas dramatiquement creusé les inégalités sociales et qui n'a pas engendré une couche de nouveaux milliardaires comme en Russie ou en Ukraine (comme YULIA TIMOSHENKO).

Si l'on ajoute que le BELARUS ne veut pas rentrer dans l'OTAN, qu'il ne demande pas d'aide financière au FMI et à la BANQUE MONDIALE, que son budget est en équilibre, qu'il n'accepte que très parcimonieusement les investissements étrangers dans le cadre de la planification économique centrale et en conservant la majorité du capital, on voit que toutes les conditions sont réunies pour que LUKASHENKO soit désormais bon pour le bûcher comme dangereux hérétique ayant contredit par des actes la totalité du credo néolibéral, pensée unique qui fait les dégâts que chacun peut observer autour de soi sous nos latitudes.

Heureusement sa diabolisation frénétique par les Etats-Unis et l'Union Européenne ne l'empêche pas d'avoir des amis et le fait que l'UE, par mesure de représailles, lui interdise l'accès de son territoire est d'une mesquinerie sans limite. Le BELARUS fait partie du mouvement des non-alignés et LUKASHENKO est invité au prochain sommet du mouvement à LA HAVANE, il a le soutien de la Russie avec laquelle sa frontière est ouverte permettant la libre circulation des travailleurs entre les deux pays, et de la Chine.

Ses adversaires les plus résolus sont les « toutous » de Washington : Pologne. Lituanie (le centre nerveux des opposants à LUKASHENKO est à Vilnius, à quelques kilomètres de la frontière), Ukraine et Georgie et les manifestants de la place centrale de MINSK ont été formés dans les mêmes officines que les « révolutionnaires oranges » d'Ukraine y compris au maniement des explosifs : des attentats dans les bureaux de vote étaient programmés mais ils ont été déjoués par les services de sécurité.

Les observateurs occidentaux un peu lucides et qui ne sont pas simplement destinés au conditionnement de masse comme le FINANCIAL TIMES britannique ou le très conservateur DAILY TELEGRAPH ont admis que la réussite économique du régime rendait impossible un échec électoral de LUKASHENKO.

Il ne restait plus aux commentateurs occidentaux et à l'OSCE dont la partialité est désormais une constante que des critiques sur le déroulement des élections elles-mêmes avec toujours le même double langage. La délégation des 450 observateurs de l'OSCE était conduite par un citoyen étasunien, ALCEE HASTINGS, qui en 1989 fut démis par le Sénat de ses fonctions de juge – 6° cas dans l'histoire des Etats-Unis – pour corruption et parjure.

Ces observateurs : diplomates, agents secrets et autres sont choisis par leur gouvernement, bien payés et font exactement ce que leur employeur attend d'eux.

Leur satisfaction a été sans mesure quand SAAKASHVILI, qui se comporte de plus en plus comme un tyran et laisse son peuple dans la misère a été élu président de la Georgie avec 97 % des voix, satisfaction presque égale d'ailleurs, lorsque son prédécesseur SHEVARNADZE alors favori de Washington avait obtenu 92 % des voix en 1992, satisfaction quand BAKIEV a obtenu 89% des voix en Kirghizie en 2004. Peu de critiques sur les dernières élections législatives en Ukraine alors que les listes électorales ont oublié plus d'électeurs dans les régions de l'Est – favorables à YANUKOVICH – que dans les régions de l'Ouest favorables à TIMOSHENKO, alors que les bulletins de votre de 80 cm de long comportaient des dizaines de case à remplir pour les législatives, les régionales, les municipales, alors que les bureaux de vote ont été fermés au nez des électeurs qui faisaient la queue depuis des heures en attendant que les précédents aient fini de remplir leurs énormes bulletins. Mais pour le chef des observateurs de l'OSCE, le polonais MAREK SIWIEC, ancien chef des services d'espionnage, tout se passe bien.

Su ces sujets les lecteurs anglophones peuvent consulter le site du BRITISH HELSINKI HUMAN RIGHTS GROUP (www.bhhrg.org),organe indépendant qui fait un travail d'information remarquable.

Petit rappel historique : la Biélorussie est sur le trajet direct entre la Russie et la France. Il y coule la Bérézina, ce fleuve dont le nom est devenu, en souvenir de la retraite de Russie, le symbole des déroutes militaires

Comaguer, mode d'emploi

Les archives de Comaguer : http://comaguermarseille.free.fr

S'abonner au bulletin et nous écrire : comaguer@nomade.fr

Nous écouter : sur Radio galère 88.4 MHZ (région marseillaise)

ou sur Internet : radio.galere.free.fr

Les carnets de Comaguer : chaque lundi de 13h à 14h

Les dossiers de Comaguer : le 2° mercredi de chaque mois de 20h à 21h30

prochaine émission :

LE VENEZUELA

Archives sonores de COMAGUER : sur e.mule